

DREAL-UD69-LL
DDPP-SPE-AC

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE n° DDPP-DREAL 2024-188
actant le changement d'exploitant au profit de la société PURFER
du site de regroupement, transit,
tri de déchets métalliques et de véhicules hors d'usage
situé 7 rue de Chapoly à Saint-Genis-Laval

La Préfète de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est
Préfète de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfète du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment les articles R. 181-45 et R. 181-47 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié du 8 janvier 1982 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dans son établissement situé 7 rue de Chapoly à Saint-Genis-Laval ;

VU le courrier daté du 28 juin 2022, reçu le 30 juin 2022, de la société PURFER, filiale de DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT, transmis au préfet et à l'Inspection des installations classées, proposant le changement d'exploitant pour le site antérieurement exploité par GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT sur la commune de Saint-Genis-Laval ;

VU le rapport du 26 août 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU la lettre du 10 septembre 2024 communiquant le projet d'arrêté à l'exploitant ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté formulée par courriel du 20 septembre 2024 sur le projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que la déclaration de changement d'exploitant en date du 28 juin 2022 présentée par la société PURFER comporte l'ensemble des éléments demandés à l'article R 181-47 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société PURFER. a repris les activités classées au titre de la législation des installations classées précédemment exploitées par la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2005 ;

CONSIDÉRANT que la société PURFER justifie des capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter l'installation ; que cette société exploite par ailleurs dans le département du Rhône plusieurs installations du même secteur d'activité ;

CONSIDÉRANT dans ces conditions, qu'il y a lieu d'acter, par arrêté, le changement d'exploitant ;

SUR proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

Article 1 – Changement d'exploitant

La société PURFER dont le siège social est situé RD 147 Quartier de la gare 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu (Siren n°332 628 171) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à se substituer à la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, afin d'exploiter sur le territoire de la commune de Saint-Genis-Laval les installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 8 janvier 1982 modifié susvisé, situées 7 rue de Chapoly 69230 Saint-Genis-Laval.

La société PURFER devient titulaire de tous les arrêtés d'autorisation et autres actes administratifs et des obligations et responsabilités découlant de l'application de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement concernant ces installations, y compris en cas de cession d'activité. Son établissement de Saint-Genis-Laval est identifiable par son numéro de SIRET 332 628 171 00602 et par son numéro d'AIOT 0010600060.

Article 2 – Publicité

Conformément aux dispositions des articles R. 181-44 et R. 181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Saint-Genis-Laval et peut y être consultée.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Saint-Genis-Laval pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de Saint-Genis-Laval fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations - Service Protection de l'Environnement, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Rhône pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans le Rhône de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1^{er} jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète du Rhône – direction départementale de la protection des populations – 245, rue Garibaldi 69 422 LYON Cedex 03) et au bénéficiaire de la décision (société PURFER - RD 147 - Quartier de la Gare - 69780 Saint-Pierre-de-Chandieu), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 4 – Exécution

La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées et le maire de Saint-Genis-Laval sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société PURFER.